leurs droits indigènes et héréditaires. Il a également parlé d'agitation, de furie, de guerre tribale et ainsi de suite. Ce n'est pas une déclaration digne d'un député, quel que soit son parti. Le seul mot qui puisse s'appliquer à ce remarquable retournement de veste, à ces acrobaties verbales, est l'adjectif «honteux».

Que préconisent les membres du Nouveau parti démocratique depuis quelques semaines? J'ai ici des paroles qu'ils ont prononcées à la Chambre. Le 19 septembre 1968, le député d'Yorkton-Melville (M. Nystrom) réclamait l'autodétermination. Il avait alors dit:

Il est grand temps qu'on leur donne le droit de prendre plus souvent les décisions qui affectent leur propre vie...

Le 23 septembre, le député de Regina-Est (M. Burton) a dit:

... les Indiens ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Il découle de ce principe qu'un Indien, non seulement peut s'intégrer de plein droit dans la collectivité et la société telles que nous les connaissons, mais qu'il a le droit de vivre sa vie comme il l'entend...

Puis, le 28 octobre 1968, nous avons entendu le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) dénoncer le paternalisme et la centralisation et dire que l'on devrait laisser plus d'autonomie aux Indiens.

Le 17 décembre 1968, le député de Fraser Valley (M. Rose) à son tour s'en est pris au paternalisme en ces termes:

... bien que ceux-ci aient souvent réclamé de participer aux décisions qui les concernent.

Le 14 janvier 1969, le député de Winnipeg-Nord nous a parlé une fois de plus d'autodétermination. Il disait en substance:

... ce à quoi les Indiens tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, c'est au droit, en tant que citoyens canadiens—et ce sont à la vérité les premiers citoyens du Canada—de diriger et de gérer leurs propres affaires,...

C'est la rengaine du Nouveau parti démocratique.

Puis, nous avons eu le député de Skeena qui nous a entretenus de la question des Indiens à plusieurs reprises. Le 6 mars dernier, il déclarait:

La loi sur les Indiens a donné naissance, en 1867, à un régime de paternalisme, qui a poussé comme un champignon; malheureusement, nous l'avons toujours et il grandit sans cesse...

Aussi longtemps qu'il y aura au Canada une loi sur les Indiens et une législation spéciale pour les Canadiens qui ont un patrimoine culturel différent des autres, aussi longtemps que nous aurons un ministère séparé, il y aura de la discrimination et les droits fondamentaux de la personne humaine seront foulés aux pieds.

[M. Perrault.]

Le député demandait l'abolition de la loi sur les Indiens. Il ajoutait:

Depuis longtemps, nous, de ce parti, soutenons que l'objectif du gouvernement, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, de même que de ses prédécesseurs, doit être de se rendre inutiles.

Voici les déclarations qui ont été incorporées au compte rendu de la Chambre par un parti qui parraine aujourd'hui une résolution mettant en doute les mobiles du ministre et le rapport même qu'il a présenté à la Chambre. Je demande à la Chambre si c'est là un comportement qui inspire confiance.

M. Lewis: Qu'est-ce qu'il y a de contradictoire là-dedans?

M. Perrault: Je pourrais continuer ainsi jusqu'à demain.

[Français]

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. L'honorable député de Comox-Alberni pose la question de privilège.

[Traduction]

M. Barnett: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Le député dit que nous mettons en doute les motifs du ministre. Lui, il le fait peut-être, mais nous n'avons jamais laissé entendre que nous mettions ses motifs en doute. Bien au contraire.

Des voix: Bravo!

M. Perrault: Je suis heureux de voir que le parti à notre gauche tente au moins de prendre une attitude plus sérieuse.

Le rapport sur la politique indienne propose certaines recommandations, notamment:

... le moment est maintenant venu de mettre à jour des politiques qui sont dépassées. Les populations indiennes ont clairement fait savoir qu'elles s'opposaient à ce que la situation actuelle persiste.

Le gouvernement croit à l'égalité. A ses yeux tous les hommes—toutes les femmes—ont des droits égaux. Il est résolu à ce que tous soient traités avec équité et que nul ne soit désormais écarté de la vie canadienne, surtout pour des motifs de caractère ethnique.

Puis le rapport propose une nouvelle politique. Il déclare:

Les grandes mesures à prendre seront les suivantes.

Il ne dit pas que le gouvernement est résolu à imposer son programme de façon arbitraire et unilatérale, sans recourir à des consultations. C'est une offre du gouvernement. Le gouvernement déclare ce qu'il est prêt à faire et il mentionne très explicitement que ce programme sera appliqué de façon